

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

CONFIDENTIAL

Etude de diagnostic et la cartographie du marché l'assainissement et de l'économie circulaire à Dioïla, Ségou, Koulikoro, Kita et Bamako, à travers la création d'une base de données de référence, l'analyse du potentiel des filières de valorisation des déchets (solides et liquides) et l'élaboration des modèles d'exploitation performants pour optimiser l'offre de services et les infrastructures.

**Numéro du projet /
unité de gestion :**
G-012181-001

**Numéro d'appel
d'offres**
7000012886

0.	Liste des sigles et abréviations.....	2
1.	Contexte.....	3
2.	Mission du contractant	4
3.	Conception.....	7
	Conception technique et méthodologique.....	7
	Gestion de projet du contractant (1.6)	8
	Autres exigences (1.7)	Erreur ! Signet non défini.
4.	Concept de ressources humaines	8
5.	Consignes de calcul	12
	Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement.....	12
	Aspects de durabilité en matière de voyages	Erreur ! Signet non défini.
6.	Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	13
7.	Consignes relatives au format de l'offre.....	13

0. Liste des sigles et abréviations

Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
JE	Jour(s) d'expert·e
TdR	Termes de référence
GIE	Groupement d'intérêt économique
PME	Petite et moyenne entreprise
MEC	Modèle d'économie circulaire
PPP	Partenariat public privé

1. Contexte

a. Informations succinctes sur le projet

Dans le cadre de la mise en œuvre des accords de la coopération bilatérale entre les Gouvernements de la République du Mali et celui de la République Fédérale d'Allemagne, le Programme Mali Sanya, initialement prévu pour 2022-2023 a été prolongé sur une durée supplémentaire de deux ans 2024-2025. A la suite des résultats probants et l'efficacité du Programme Mali Sanya, le BMZ a décidé d'accorder une nouvelle prolongation de deux ans pour la période (2026 – 2027). Mali Sanya fait partie d'un programme conjoint avec la coopération financière (KfW).

L'objectif de Mali Sanya est de contribuer au développement durable des centres semi-urbains pour une gestion professionnelle des déchets solides, des eaux usées et excréta respectueuse de l'environnement et de la protection de la ressource en eau. C'est dans ce cadre que la coopération technique (CT) appui différents acteurs du secteur à améliorer l'accès durable à l'eau potable et assainissement dans des zones rurales de quatre (04) régions d'intervention prioritaires (Kita, Koulikoro, Ségou et Dioïla).

Cette phase 2026-2027 du programme Mali Sanya s'articule autour de trois (3) champs d'intervention :

1. Le renforcement de l'efficacité institutionnel ;
2. Amélioration de la chaîne de valeur ;
3. Employabilité et formation professionnelle ;

Principalement, le champ d'intervention 03 du Programme « Mali Sanya », qui vise à soutenir les petites entreprises à recycler les déchets triés pour augmenter les rendements, jouant ainsi un rôle clé dans la réduction des lacunes de la chaîne de valeur de l'économie circulaire. Les jeunes entrepreneurs et les femmes sont particulièrement soutenus afin d'utiliser davantage le potentiel de la population malienne majoritairement jeune et sans emploi. Le champ d'intervention 3, se concentre en particulier sur l'analyse de la situation initiale sur place et sur la manière dont les défis en matière d'eau potable et d'assainissement peuvent être résolus grâce à des développements innovants avec la participation d'entreprises locales (accent mis sur les jeunes entreprises, les start-ups et les PME).

Il s'attend à l'identification et la collecte des données sur les start-ups dans le domaine de la gestion des déchets et de l'eau, de l'économie circulaire et des activités connexes dans toutes les régions en général, mais en particulier dans les régions d'intervention du programme, qui sont : les régions de Kita, Dioila, Ségou et Koulikoro. Il devrait également inclure toutes les activités liées à la professionnalisation des emplois et de l'entrepreneuriat telles que les formations, les événements, les incubateurs et les accélérateurs.

b. Situation de départ.

La problématique de la gestion des filières de l'assainissement se pose avec acuité au Mali, elle constitue un défi majeur à relever par l'Etat. Autant, la gestion des déchets solides et eaux usées et excréta est préoccupante dans les centres urbains, autant elle est beaucoup plus complexe dans les centres ruraux et semi-urbains et devient un grand problème environnemental et de santé publique. Selon le rapport "Join Monitoring Program des nations Unies" JMP de 2022, le taux d'accès à l'assainissement était de 45 %. En 2023, ce taux a connu une nette amélioration de 2,9% soit 47,9% de la population avait accès à un assainissement amélioré selon le rapport d'analyse régionale (ISS African Futures). Malgré ce

bond en avant grâce aux appuis des partenaires techniques et financiers du secteur dont le programme Mali Sanya de la coopération technique allemande, les chiffres montrent que moins de la moitié de la population a accès à des installations d'assainissement adéquates et que le niveau de réseau d'infrastructures pour la gestion des eaux usées et excréta et des déchets solides demeure faible pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD6) d'accès universel à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement à l'horizon 2030. Aussi, Les conditions institutionnelles (réglementation, régulation, le financement, la formalisation des emplois dans le sous-secteur de l'assainissement) sont très peu développées.

Afin de répondre efficacement aux problématiques susmentionnées et pour donner suite aux conclusions des pourparlers intergouvernementaux, le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne à travers le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) a accordé le financement pour mettre en place le Programme Mali Sanya dédié exclusivement à la gestion des déchets solides, des eaux usées et excréta.

Avec la phase 2026-2027 de Mali Sanya, le champ d'intervention 3 va travailler pour l'atteint de nouveaux indicateurs : - 800 emplois dont 300 femmes et 300 jeunes créés dans le cadre d'une économie circulaire résiliente au changement climatique dans les zones urbaines de petite taille. - 657 emplois dont 200 femmes et 200 jeunes professionnalisés grâce à des modèles d'exploitation innovants visant à protéger la biodiversité et l'environnement. - 665 personnes dont 150 femmes et 200 jeunes de travailleurs informels ayant suivi avec succès une formation pertinente pour la formalisation de leur emploi dans les domaines de l'assainissement, de la gestion des déchets et du recyclage. L'établissement d'une base de données à travers la cartographie et l'analyse du potentiel orienté vers les nouveaux objectifs de la composante 03 est donc impératif.

2. Mission du contractant

L'objectif pour le contractant est de réaliser le diagnostic et la cartographie du marché l'assainissement et de l'économie circulaire à Dioïla, Ségou, Koulikoro, Kita et Bamako, à travers la création d'une base de données de référence, l'analyse du potentiel des filières de valorisation des déchets (solides et liquides) et l'élaboration des modèles d'exploitation performants pour optimiser l'offre de services et les infrastructures.

La présente mission se déroulera sur une période allant de juillet à aout 2026.

Par ailleurs, le Mali fait face à une crise du terrorisme et de conflits armés susceptibles d'affectés l'évolution normale des prestations, dans ce cas, les éventuels changements seront décidés et formalisés en concertation avec la GIZ.

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

1. Analyser le marché actuel (offre et la demande) dans le domaine de l'assainissement : il ne s'agit pas seulement de faire une carte, mais de comprendre où se cache la valeur et pourquoi elle n'est pas encore exploitée :

- Cartographie des acteurs/l'écosystème : Recenser les GIE (Groupements d'Intérêt Économique), les associations de femmes, les ramasseurs informels et les entreprises privées déjà présents dans la gestion et la valorisation des déchets (solide et liquide) ;
- Cartographie des flux / Déterminer les ressources existantes à la portée des PME dans le domaine de l'assainissement dans leurs localités, en faisant ressortir les conditions d'acquisition ;

- Cartographie des infrastructures : Localiser les décharges, les points de transit, les stations de traitement et les équipements disponibles par modèle d'affaire et par PME (camions, tricycles, bassins) ;
 - Identifier et analyser les marchés locaux de l'assainissement et de l'économie circulaire pour les produits issus de la valorisation (compost, eau traitée, plastiques recyclés, etc.) et évaluer : la demande, les prix, les circuits de distribution, les contraintes d'accès au marché ;
 - Analyser par catégorie les différents types d'emplois formels et informels ainsi que les emplois connexes en tenant compte : de la tranche d'âge et le sexe des occupants, la date de la création, le statut de la PME, statut des employés, heures de travail, niveau de salaire, etc ;
 - Identifier les contraintes et besoins des PME en matière de : financement, équipements, formation (techniques et managériales), structuration organisationnelle, accès aux marchés ;
 - Restituer les résultats de l'étude au programme et ses partenaires.
- 2. Analyse du potentiel : viabilité et ressources humaines, l'objectif est d'évaluer la capacité des acteurs à se professionnaliser dans la durabilité :**
- Faire le diagnostic économique des PME : Analyse de la rentabilité actuelle et identification des freins au développement (financement, accès au marché) ;
 - Analyser la viabilité des modèles commerciaux spécifique : - La production de biochar, - utilisation de la mouche soldat noire dans le recyclage des déchets organiques, - valorisation des déchets textiles (Technique, économique et sanitaire).
 - Analyser les compétences pour les référentiels de postes : Analyse des emplois actuels et rédaction de fiches de postes types (compétences, conditions de travail, sécurité, incluant le niveau de salaire) et proposer des curriculums de formations pour les travailleurs ;
 - Cartographier et analyser les facteurs de réussite des initiatives entreprises par les femmes ;
 - Identification des opportunités de croissance spécifiques à chaque contexte local.
- 3. Elaboration des 10 modèles d'exploitation pour les projets pilotes, l'objectif est de fournir les outils de gestion pour l'avenir :**
- Développement de modèles d'exploitation. Définition des procédures opérationnelles (circuits de collecte, protocoles techniques, maintenance préventive) ;
 - Élaboration des modèles d'affaires, fixation des tarifs et proposition de cadres contractuels (concessions, PPP) ;
 - Création de tableaux de bord de performance et de manuels de procédures simplifiés pour les PME.
- 4. Analyse des sources de pollution spécifiques : Une attention particulière sera accordée aux activités artisanales à fort impact environnemental, notamment la teinturerie. Un modèle d'exploitation y sera consacré.**
- L'analyse portera sur :**
- L'identification et la géolocalisation des unités de teinturerie ;
 - L'analyse des pratiques de production et les types de produits utilisés ;
 - L'analyse des modes de gestion des eaux usées, le rejet des effluents ainsi que les impacts environnementaux et sanitaires ;
 - Identifier les opportunités d'amélioration (traitement, recyclage, solutions collectives) en analysant la faisabilité de bassins de décantation collectifs ou de systèmes de filtration simples ;

- Évaluation de l'intérêt des artisans pour des "zones de teinture" aménagées et gérées de manière commune.

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

Jalons / étapes du processus / prestations partielles	Date / lieu / responsable
Rencontre de cadrage	01.07.2026 / Bamako / Chef de mission
Réception des outils et validation des outils de collecte	04.07.2026 / Bamako / Chef de mission et expert clé 3
Introduction auprès des partenaires	05.07.2026/Bamako et région/Mali Sanya et Bureau d'étude
Mise en œuvre des études (phase terrain et analyse des données)	Du 08 au 31.07.2026 Bureau d'étude
Restitution en PowerPoint à mi-parcours à les données primaires	07.08.2026 Chef de mission et experts clés
Restitution finale	21.08.2026 Bureau d'étude et Mali Sanya

Durée de la mission : du 01.07.2026 au 31.08.2026.

Jalons / ouvrages partiels :

Jalons / ouvrages partiels	Date / lieu / responsable	Critères pour la réception
Rapport de Diagnostic Global (Marché & RH) provisoire	08.07.2026 / Bamako / Chef de mission et Analyste de données	1. Outils de collecte et base validés, 2. Base de données globale Excel (emplois, PME, statuts, pyramide des âges). 3. Fichiers Cartographiques (Géocartographie des PME). 4. Deux listes Excel ciblées : PME informelles à formaliser (pas de document administratifs) et Emplois informels dans les PME (pas de contrat de travail, nombre d'heure de travail inférieur à 20h/semaine, rémunération inférieure au smic) 5. Pack Entrepreneuriat Féminin : Base de données, rapport Word sur les facteurs de réussite et présentation PPT associée. 6. Inventaire géolocalisé des unités de teinturerie et des points de rejet. 7. Analyser la viabilité des modèles commerciaux spécifique : biochar, - utilisation de la mouche soldat noire dans le recyclage des déchets organiques, - déchets textiles

Rapport d'étude Technique : Teinturerie et de Pollution"	08.08.2026 / les zones d'études / Environnementaliste	1. Inventaire géolocalisé des unités de teinturerie et des points de rejet. 2. Guide de solutions techniques alternative : Schémas des bassins de décantation/filtration. 3. Évaluation sociale : Analyse du consentement à payer/contribuer des artisans.
Pack de Gestion : 10 Modèles d'exploitation et les business plan	.17.08.2026 / Bamako / Économiste	1. Catalogue des 10 Modèles d'exploitation complets : - Manuels de procédures simplifiés (stocks, facturation, suivi journalier), - Modèles d'affaires financiers sur 3 ans, - Mécanismes de tarification, - Propositions d'un modèle de contras de gestion, -Protocoles sanitaires. 2. Les fiches de référentiel de poste ; 3. Volet Formation : Catalogue des compétences assainissement et 2 propositions de thème modulaires pour le cursus de formation professionnelle. 4. Catalogue des compétences spécifiques aux métiers de la teinture.
Rapport Final de mission et Supports de restitution (intégration des recommandations)	24.08.2026 / Bamako / Chef de mission et les experts clés	1. Rapport final Word (50-80 pages) validé : analyses, recommandations, impact environnemental et besoins en ressources par modèle d'affaire. 2. Note de synthèse du rapport final. 3. Support PowerPoint de restitution pour les partenaires, par rubrique.

Durée de la mission : du 1^{er} juillet au 31 aout 2026.

3. Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire (1.5.1) et de la GIZ et encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2).

Gestion de projet du contractant (1.6)

Le soumissionnaire doit expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert·e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

Le soumissionnaire doit décrire son concept de soutien technique. Le lot standard de soutien technique inclut les prestations ci-dessous, lesquelles doivent être intégrées dans les taux des honoraires du personnel proposé à titre de charges accessoires de personnel, conformément aux Conditions générales de la GIZ :

- Contrôle des prestations ;
- Pilotage en vue de l'adaptation à l'évolution des conditions d'ensemble ;
- Garantie de la circulation de l'information entre le contractant et la GIZ ;
- Responsabilité du contractant pour ses expert·e·s ;
- Gestion de l'exécution du marché axée sur les processus ;
- Gestion administrative du projet.

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Le contractant mettra en place une équipe pluridisciplinaire comprenant au minimum les profils cohérent avec la complexité technique de la mission et garantissant la qualité des livrables dans les délais impartis :

- **Direction de l'équipe/chef de mission** : Spécialisé en développement communautaire, en lien avec l'assainissement.
- Expert·e 1 : Spécialisé en développement d'entreprise ;
- Expert·e 2 : Environnementaliste, spécialisé en Assainissement ;
- Expert·e 3 : Analyste des données-Superviseur ;

- Pool d'Expert·e 1 (3 expert.e.s) : Enquêteurs

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Direction de l'équipe

Tâches de la direction de l'équipe

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et respect des délais)
- Gestion des relations institutionnelles,
- Analyse des réformes politiques du sous-secteur de l'assainissement au Mali et alignement stratégique des activités,
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible,
- Planification et pilotage des interventions et encadrement des expert·e·s locaux·ales et en mission de courte durée
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis

Qualifications requises pour la direction de l'équipe

- **Formation (2.1.1)** : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures BAC+4) en sociologie /Travail Social/Science de l'Education/ développement social *ou équivalent*.
- **Langue (2.1.2)** : connaissances de niveau C2 en Français.
- **Expérience professionnelle générale (2.1.3)** : 10 années d'expérience dans le secteur de l'assainissement, gestion des déchets (solide et liquides).
- **Expérience professionnelle spécifique (2.1.4)** : 8 années en du développement durable en lien et l'accompagnement communautaire.
- **Expérience de direction / de management (2.1.5)** : 5 années d'expérience de direction comme chef·fe d'équipe dans des projets ou cadre de direction en entreprise.
- **Expérience régionale (2.1.6)** : 5 années d'expérience dans des projets menés dans le pays au Mali (Bamako et intérieur).
- **Expérience de la coopération au développement (2.1.7)** : 1 années d'expérience dans des projets de CD

Expert·e clé 1

Tâches de l'expert·e clé 1

- Réalisation de missions de diagnostic stratégique et d'audit organisationnel pour les structures du secteur privé et parapublic.
- Conception et élaboration de modèles d'exploitation viables et de Business Plans structurés sur une période de 3 ans.
- Accompagnement opérationnel à la création et à la mise en place de structures (privées/parapublics) au Mali.
- Mise en œuvre de stratégies d'accompagnement pour la création de valeur et le développement des compétences.
- Analyse de données économiques et financières et rédaction de rapports techniques de recherche et de synthèse.

Qualifications de l'expert·e clé 1

- **Formation (2.2.1)** : BAC+4 en Économie, Finance, Gestion d'entreprise, ingénieur agronome, ou équivalent.
- **Langue (2.2.2)** : connaissances de niveau C2, Français
- **Expérience professionnelle générale (2.2.3)** : 6 ans d'expérience dans le secteur du développement des entreprises, de l'économie ou de la finance.
- **Expérience professionnelle spécifique (2.2.4)** : 5 ans d'expertise confirmée en audit organisationnel, élaboration de Business Plans triennaux, d'accompagnement organisationnel et de développement du potentiel, maîtrise des outils d'analyse de données et d'ingénierie financière.
- **Expérience régionale (2.2.6)** : 4 ans d'expérience avérée au Mali, spécifiquement dans l'appui aux **structures** du secteur privé (informel et formel) locaux.

Tâches de l'expert·e clé 2

- Supervision opérationnelle des enquêteurs et des équipes de collecte sur le terrain.
- Contrôle de la qualité des données collectées et respect des protocoles de géolocalisation.
- Réalisation de diagnostics environnementaux approfondis, particulièrement en milieux urbain et semi-urbain.
- Conception et mise en œuvre de modèles d'économie circulaire appliqués au secteur de l'assainissement.
- Supervision technique de la gestion des effluents liquides et des systèmes de traitement des eaux usées.
- Développement de solutions spécifiques pour le traitement des effluents artisanaux (notamment issus de la teinturerie).
- Analyse des données techniques et sanitaires pour la production de rapports de recherche et de recommandations stratégiques.
- Coordination logistique des missions dans les zones urbaines et rurales ciblées.
- Veille au bon fonctionnement des outils numériques de collecte et assistance technique de premier niveau aux agents.
- Rédaction de rapports de mission périodiques et synthèse des observations issues des recherches terrain

Qualifications de l'expert·e clé 2

- **Formation (2.3.1)** : BAC+4 en Sciences de l'Environnement, Génie Sanitaire, Gestion de l'Eau et Assainissement ou Développement Durable.
- **Langue (2.3.2)** : connaissances de niveau C2 en Français
- **Expérience professionnelle générale (2.3.3)** : 8 ans d'expérience dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement (milieux rural et semi-urbain).
- **Expérience professionnelle spécifique (2.3.4)** : 6 ans en diagnostic environnemental, expertise avérée en économie circulaire et gestion des effluents liquides (Ex : traitement des eaux usées de la teinturerie).
- **Expérience régionale (2.3.6)** : 5 ans d'expérience dans le contexte malien (Bamako et régions).

Tâches de l'expert·e clé 3

- Conception des outils de collecte

- Formation des parties prenantes sur les outils,
- Conception et administration de bases de données pour le suivi des activités du projet.
- Coordination et supervision technique des équipes de collecte de données sur le terrain.
- Mise en œuvre de solutions de collecte numérique via des outils mobiles et réalisation de la géolocalisation des points d'intérêt (PME).
- Traitement statistique des données et production de cartographies thématiques via des outils SIG.
- Rédaction de rapports d'analyse statistique, de tableaux de bord et de notes de synthèse pour l'aide à la décision.

Qualifications de l'expert·e clé 3

- **Formation (2.4.1)** : BAC+4 en Statistiques, Planification urbaine ou Suivi-Évaluation.
- **Langue (2.4.2)** : connaissances de niveau C2 en Français
- **Expérience professionnelle générale (2.4.3)** : 8 ans d'expérience dans l'analyse de données et la gestion de systèmes d'information.
- **Expérience professionnelle spécifique (2.4.4)** : 6 ans d'expérience confirmée dans l'utilisation des outils numériques de collecte (KoboToolbox, ODK), Forte expérience démontrée dans la coordination d'équipes de terrain lors de grandes enquêtes ou missions de recensement.
- **Expérience régionale (2.4.6)** : 5 ans d'expérience au Mali, particulièrement dans les régions de la mission.

Compétences relationnelles des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'initiative
- Aptitude à communiquer
- Compétences socioculturelles
- Démarche orientée vers les partenaires et les clients et efficacité dans l'action
- Esprit interdisciplinaire

Pool d'expert·e-s en mission de courte durée, composé d'au moins 3 experts et d'au plus 3 expert·e-s en mission de courte durée

On calcule pour l'évaluation de la partie technique une moyenne des qualifications de tou·te·s les expert·e·s du pool indiqué·e·s. En vue de l'évaluation, veuillez envoyer pour chaque membre du pool un CV (cf. chapitre 7 « Consignes relatives au format de l'offre »).

Tâches relevant du pool d'expert·e-s en mission de courte durée : 3 experts

- Réalisation de la collecte de données primaires auprès des ménages, des entreprises et des acteurs locaux.
- Conduite d'entretiens qualitatifs et quantitatifs en utilisant des outils de saisie numérique sur smartphone/tablette.
- Identification et géolocalisation des points d'enquête selon le protocole établi.
- Remontée quotidienne des données collectées et signalement des difficultés rencontrées sur le terrain.
- Participation à la rédaction de notes de synthèse et de comptes-rendus d'entretiens.

Qualifications requises pour le pool d'expert·e·s en mission de courte durée

- Formation (2.6.1) : BAC+2 titulaires d'un diplôme universitaire en Sociologie, Statistiques, Développement social, Développement local ou Assainissement ;
- Langue (2.6.2) : 3 expert·e·s ayant des connaissances de niveau C1 en Française ;
- Expérience professionnelle générale (2.6.3) : 3 expert·e·s ayant chacun·e 3 années d'expérience dans le secteur Assainissement ou d'enquêtes socio-économiques.
- Expérience professionnelle spécifique (2.6.4) : 3 expert·e·s ayant chacun·e 2 années d'expérience en conduite d'enquêtes de terrain et la réalisation d'entretiens avec divers acteurs ;
- Expérience régionale (2.6.5) : 3 expert·e·s ayant chacun·e 2 années d'expérience dans le pays Mali, particulièrement dans les zones de la mission.

Le soumissionnaire doit affecter les expert·e·s en mission de courte durée objet de l'offre aux différentes tâches en fonction de leurs qualifications et présenter ces informations de façon claire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
chef·fe d'équipe	1	25	25	
Expert·e clé 1	1	16	16	
Expert·e clé 2	1	20	20	
Expert·e clé 3	1	22	22	
Pool d'expert.e.s	1	45	45	Collecte des données Koulikoro, Bamako, Dioila, Ségou et Kita
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention				
Expert·e clé 3	1	12	12	Forfait GIZ, Superviseur Explication : Couverture pour 4 jours X 3 zones (Dioila, Kita, Ségou),

Pool d'expert.e.s	1	45	45	Forfait GIZ, Collecte des données Koulikoro, Bamako, Dioila, Ségou et Kita
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention				
Expert-e clé 3	1	9	9	Forfait GIZ, Explication : 3 nuitées x 3 zones couverte par la nuitée (Dioila, Kita, Ségou), (Pas de nuitée calculée les jours de retour)
Pool d'expert.e.s	1	28	28	Forfait GIZ, Collecte des données Dioila, Ségou et Kita, (Pas de nuitée calculée les jours de retour), Pas de nuitée prévue à Bamako et Koulikoro
Transport	Quantité	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Frais de déplacement (Location véhicule (chauffeur et carburants))				
Expert-e clé 3	1	20	20	Forfait GIZ, Location véhicule (chauffeur et carburants) Explication : 4 jours de supervision x 5 zones (Ségou, Dioila, Koulikoro, Kita, Bamko)
Pool d'expert.e.s	1	45	45	Forfait, Location véhicule (chauffeur et carburants)
Autres coûts	Quantité	Prix	Total	Observations
Rémunération flexible				

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il n'est pas prévu que la GIZ et/ou d'autres acteurs assurent d'autres prestations.

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en langue Française.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris

en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV des personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire). Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. Les CV peuvent aussi être rédigés en langue Française.

Veuillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, voyages, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.